

# L'Laube

Hebdomadaire d'informations générales

B.P. 1343 Libreville (Gabon)

E-mail : hebdomadairelaube@gmail.com Tél. 07 95 44 86 / 06 77 05 01

Tournée provinciale

## Jean Ping à la conquête de l'Ogooué-Lolo

Dans son propos de bienvenue, l'animateur radio John Wilfried Segal a déclaré : « C'est ici que le PDG est né, c'est aussi ici que Ping va enterrer le PDG ». Propos qui résume à lui seul la tonalité de la tournée provinciale de celui qui est déterminé à mettre fin au pouvoir Bongo-PDG. *(Lire en page 2)*

Attaques en série dans la capitale française

# Nous sommes tous Paris !

## Editorial

### Vaincre la peur !

Vendredi 13 novembre dernier, la France, que dis-je, le monde libre fut la cible du terrorisme : plus de cent vingt morts et plusieurs blessés en « état d'urgence absolu ». La France, notre France, celle de la diversité et de la pluralité, le pays de la liberté, de toutes les libertés, le temple des droits de l'homme, le carrefour de rencontres et de mélanges... est frappée, mais elle reste debout.

Frappée par les barbares, ces monstres qui sont totalement immunisés contre la peur de mourir et n'ont aucun respect de la vie humaine, la France oppose son « Liberté- Egalité- Fraternité ».

Frappée par une bande d'arriérés dont l'obsession est de ne pas avoir peur de mourir, la France met en avant sa joie de vivre.

Frappée par des lâches, la France puise dans ses valeurs humaines pour se tenir debout.

Cette France, notre France doit être défendue. Car si les terroristes, en janvier dernier, se sont attaqués à des cibles bien déterminées, cette fois, ils ont étendu leur barbarie sur « monsieur et madame tout le monde ». Autrement dit, la « guerre » est déclarée aux contemporains que nous sommes.

Après le drame de Charlie Hebdo, qui pouvait imaginer que la tragédie pouvait s'abattre sur la France ? C'est pourquoi, partout où nous sommes, chaque être humain « normal » doit vaincre la peur pour montrer à ces « bêtes féroces » que survivre surplombe mourir.

C'est vrai, rien ne sera plus comme avant, mais changer de mode de vie donnera raison à ces « gens » qui n'ont pas de vie mais des vies à détruire.

La France, notre France est debout et nous avec ! ■

Agnès Laplumacerbe



Face à une internationale terroriste mondialisée, personne n'est à l'abri. L'Europe, l'Amérique, l'Asie ou l'Afrique, la pieuvre salafiste peut frapper partout et à tout moment. Au Gabon ou ailleurs, les cellules dormantes épient, surveillent nos faits et gestes. Au lieu de prendre des mesures préventives pour nous protéger, nos pouvoirs publics concentrent tous leurs efforts sur la traque et la filature des opposants. Ce qui vient de se passer à Paris nous interpelle tous. *(Lire en page 3)*

Bavure des agents

## Patrice Moundounga Mouity se fait agresser par les agents de la GR

On ne cessera de se plaindre de la montée exponentielle des dérapages policier et militaire. Dernière victime en date, l'universitaire Patrice Moundounga Mouity, connu pour ses tribunes libres. Il aurait subi une traque avant de se faire sauvagement agresser sur la voie publique. *(Lire en page 3)*



Tournée politique dans l'Ogooué-Lolo

# Jean Ping prend le pouvoir !

Près d'une centaine de villages visités, des meetings aux mobilisations exceptionnelles, des villes qui les unes après les autres marquent leur soutien à Jean Ping. Inéluctablement la tournée du natif d'Omboué dans la province de l'Ogooué-Lolo s'avère être une véritable réussite.

**Orca Boudianza Mouele**  
Envoyé spécial dans la province de l'Ogooué-Lolo.

L'Ogooué-Lolo est une des provinces que l'on disait difficile à conquérir, voire impossible à retourner pour l'opposition, tant le Parti démocratique gabonais y règne en maître absolu. Mais en moins d'une dizaine de jours, Jean Ping, à l'occasion de sa tournée dans ladite province, a pu faire la démonstration que ces discours relevaient plus des fables que de quelconques vérités. La province dont sont originaires Guy Nzouba Ndama, Faustin Boukoubi, Blaise Louembe, Pacôme Moubelet, Régis Immongault et bien d'autres dignitaires, hiérarques et dinosaures du parti au pouvoir vient de tomber dans l'escarcelle du candidat à la candidature pour la prochaine présidentielle. Cette province comme



Jean Ping lors du meeting de Lastourville

de nombreuses autres avant (Woleu-Ntem, Nyanga, Ogooué-Maritime, Ogooué-Ivindo, Ngounié, Moyen-Ogooué) et sûrement d'autres après (Estuaire, Haut-Ogooué) n'a pu résister au charme du prétendant au fauteuil présidentiel. Jean Ping plaît. Son discours offensif en l'encontre du pouvoir en place et son attitude combative face aux nombreuses difficultés

(état désastreux des routes, coupures de courant, fermetures des structures hôtelières, menaces et intimidations) finissent par convaincre les populations de ce que le natif d'Omboué est véritablement l'homme de la situation. L'homme par qui inexorablement arriveront le changement et l'alternance au plus haut sommet de l'Etat. Lastourville et Iboundji : des mee-



Une vue des populations venues massivement assister à la réunion d'Iboundji

tings exceptionnels Et pour clairement signifier leur adhésion au discours et à la personne de Jean Ping, les populations de différentes contrées de la province de l'Ogooué-Lolo ont réservé des accueils exceptionnels. D'abord Lastourville, dans le département de Mulundu. A la place Albert Tsamba, c'est près de trois mille personnes présentes.

Sur l'estrade, Jean Ping, de plus en plus virulent, indique : « Qu'ils le veuillent ou pas nous allons libérer ce pays. L'Etat est devenu un Etat voyous, diriger par des voyous. Des gens qui n'aiment pas ce pays et ne pensent qu'à s'enrichir. Mais rassurez-vous, pour reconstruire notre pays et pour financer notre programme de développement nous allons revendre ces biens accumulés illicite-

ment. Ces nombreux avions qui ne servent à rien ! ». Applaudissements, ovations, cris de joie. Les populations à travers le mot de bienvenu lu par leur représentant Pierre Ngoussi, indiquent à Jean Ping qu'elles font désormais bloc derrière lui. Dans le district d'Iboundji, dans le département de l'Offoye-Onoye, la mobilisation fut tout autant exceptionnelle. Ici, c'est un engagement franc, sincère et direct que les populations ont prises avec le candidat à la candidature. « Après une analyse profonde de la situation de l'opposition et de celle de notre pays, nous portons notre choix sur vous. Il s'agit d'un engagement franc à l'exemple de celui donné à votre frère Agondjo Okawé, avec l'élection ici d'un député de son parti PGP (Parti gabonais du progrès) ». Un engagement des populations qui fait désormais dire à nombreux observateurs avertis que Jean Ping a pris le pouvoir. ■

## L'opposition, Jean Ping et l'obligation de rassemblement!

La guerre pour l'occupation du terrain est lancée entre les pro-Ali et l'opposition gabonaise dispersée. A l'orée de l'élection 2016, une autre vision de l'opposition doit pourtant se construire.

**Carole Moussavou**

L'intellectuel se doit toujours d'être du côté de la raison et de la vérité. Loin de toute psychanalyse de comptoir, il doit pouvoir s'honorer de son rôle d'« éclaireur de la société ». C'est pour cette raison que nous invitons l'opposition gabonaise à sortir de ses querelles intestines et de se mettre au travail au-delà des frontières gabonaises. Le PDG est en émoi et Jean Ping après toutes ses tournées nationales est au bord d'un orgasme jubilatoire, débordé par une excitation qu'il n'avait plus ressentie depuis sa sortie du PDG où il indiquait ne plus être en osmose avec un pouvoir inaudible et en panne d'idées. Face à cet acte jugé déloyal et odieux par certains, courageux et respectable par d'autres, dès lors que son opposition y est désormais incarnée, réellement incarnée, il est aisé pour des observateurs avisés de comprendre que Jean Ping est désormais le leader de l'opposition. En conséquence de quoi il pense à la prise du pouvoir par tous les moyens possibles. Il serait donc simpliste de réduire sa détermination à du buzz médiatique ni de l'assimiler à Casimir Oye Mba qui avait choisi le « professionnalisme du ridicule » en 2009 et qui veut diviser en 2016. La situation est grave non pas à cause de la menace sur la paix ou la stabilité mais

parce qu'elle confine finalement la démocratie à une même arène d'évolution : le bongoïsme. D'où l'intérêt pour l'opposition gabonaise d'unir ses forces et de travailler ensemble sur un projet alternatif. Le temps presse. Les institutions sont violées et la démocratie est confisquée par Ali Bongo Ondimba avec son étroite mortelle sur les libertés publiques. Jean Ping avec son opiniâtre rêve de « messie » doit sortir la République des ténèbres et la conduire dans les Lumières. Pour cela, il faut rassembler. La thèse du « gouvernement insurrectionnel » n'est pas un antidote au « gouvernement perpétuel », mais lui prépare au contraire le lit, et n'est donc pas tout à fait recommandable en premier lieu. Elle n'est ni crédible ni sérieuse et au demeurant relèverait d'une maladresse. Difficile donc pour moi de croire à une insurrection républicaine par simple effet d'expansion de la contagion territoriale de la « révolution tunisienne » ou de l'institutionnalisation opportune d'une double présidence circonstancielle à l'ivoirienne. L'opposition veut-elle jouer la stratégie Ouattara? En a-t-elle les moyens? La rue la suivrait-elle (dans un remake de Tunis et du Caire)? Veut-elle que le peuple croit au moins un instant? Qui sait? Du reste, pour l'heure, rien n'est moins sûr. Toutefois, à l'image du « vent de l'Est » en Europe, on s'interroge sur

un possible « vent du Nord » en Afrique qui a eu pour point de départ la « révolte de la Tunisie » et aura pour réceptacle l'Afrique subsaharienne en finissant de gagner par vagues successives toute la région. Mais, il y a en Afrique une variété de situations qui ne peut autoriser une grille de lecture fondée sur une sociologie de l'importation des modèles élaborés ailleurs, d'où l'intérêt d'éviter une anarchie des réactions qui pourrait davantage compliquer le dénouement pacifique du problème au Gabon. L'enjeu essentiel que nous conseillons est celui du travail sur le terrain. Et le travail sur le terrain ne se résume pas qu'à l'intérieur du pays. Dans l'impossibilité de vous rendre partout à travers le monde, notamment en Occident, l'urgence est telle qu'il vous faut impérativement prendre des initiatives : planter des cellules, désigner des représentants et au demeurant l'opposition doit prendre sa plume pour éviter le cuisant oubli des « Gabonais de l'extérieur » à travers une initiative épistolaire urgente pour les rassurer. Le PDG est déjà en initiative à l'extérieur notamment en France où elle vient de redessiner la carte de son implantation en tenant compte des grands pôles régionaux. La nature a horreur du vide. Opposition, emboîtez le pas au plus vite et prenez des initiatives concrètes pour le peuple du Gabon! ■

## Déclarations de soutien à Ali Bongo Une stratégie de l'échec dans le Haut-Ogooué

En moins d'une semaine, le Haut-Ogooué vient d'être le théâtre des déclarations d'amour et de soutien à l'en-droit d'Ali Bongo. Que cachent réellement ces stratégies de voyeurisme dont les objectifs minutieusement ficelés remettent aux goûts du jour les problèmes administratifs du rais

**David Otounga**

Il y avait une centaine d'affidés autour d'Ali Akbar Onanga à battre le bitume vieillissant d'Akiéni, en guise de soutien à Ali Bongo. Soutien? Pourquoi? En réponse à la démission de Léon Paul Ngoulakia du PDG. Il n'est un secret pour personne que le départ de l'ancien directeur de la CAISTAB du parti au pouvoir a créé un électrochoc au supposé fils d'Omar Bongo. Léon Paul Ngoulakia n'est évidemment pas n'importe qui, il connaît du bouts des doigts l'histoire de la famille Bongo-Dabany. Son départ suscite inéluctablement la peur dans le camp délaissé car il connaît trop de choses et pourra, le moment venu, mettre en mal Ali Bongo. C'est dans cette tourmente que le serviteur du raïs, à la personne d'Ali Akbar Onanga, s'est empressé d'organiser une marche de soutien à Ali Bongo, en signe de contre-attaque au fils d'Emma Rose. Pour ce fait, le secrétaire général du gouvernement a réquisitionné des wagons de train pour transporter les assoiffés d'ambiance recrutés sous la promesse d'une somme de 30000 F.CFA et d'un week-end tous frais payés à Akiéni. Cette bourgade du Haut-Ogooué a donc connu une explosion démographique le samedi 07 novembre, où, pour une marche organisée par le PDG, on constatait l'absence du doyen politique de la contrée Luc Marat Abyla. On notait cependant la présence de Patience Dabany, venue camoufler l'affaire de l'acte de naissance et surtout montrer qu'elle jouit toujours d'une bonne côte de popularité dans une zone pourtant acquise à la cause de Léon Paul Ngoulakia. Le rassemblement



Les affidés d'Ali Bongo battent le bitume pour camoufler l'impact de la démission de Ngoulakia à Akiéni

d'Akiéni n'a pas eu l'effet escompté, parce qu'il y a eu plus des marcheurs importés des autres localités (Libreville, Franceville, Moanda) que des autochtones. Au niveau de Mounana, c'est une déclaration de soutien lue par un groupuscule de personnes à la solde des profito-situationnistes. On sait qu'Ali Bongo est embarqué dans une bourrasque au sujet de son acte de naissance. Il est actuellement poussé dans les cordes par la petite fille de Zacharie Myboto, ce qui explique la sortie médiatique d'un groupe de mounanais, fief politique du président de l'Union nationale. Il faut faire tâche d'encre et montrer au raïs qu'il compte encore quelques soutiens de taille dans le coin. Illusion d'optique. A l'image de ce qui s'est passé à Akiéni, les partisans altogovéens d'Ali Bongo ont décidé de mettre en place une stratégie de réponse à tout acte de désolidarisation. Il suffit d'un écart de vision politique contraire à l'émergence pour que les guerriers désespérés du

grand camarade ripostent avec maladresse. La marche à Akiéni et la déclaration de soutien de Mounana ont été des non-événements, car les Altogovéens ne considèrent plus la poudre aux yeux qui les a longtemps contraints à soutenir le pouvoir de Bongo. La multiplication des marches, des déclarations et des intimidations ne changeront rien, la lancée vers l'alternance politique est un vent national qui touche toutes les provinces du Gabon. En plus de l'agitation pour le polissage de l'image présidentielle, les sbires d'Ali Bongo en ont profité pour proférer des menaces aux populations au sujet de l'arrivée prochaine de Jean Ping dans la province. Un mot d'ordre : il faudra absolument boycotter la tournée du challenger déclaré d'Ali Bongo. On apprend même qu'une bande de désœuvrés auraient déjà reçu une manne financière afin d'afficher à l'aéroport de Mvengué une banderole hostile à Ping. Le changement c'est maintenant. ■

Insécurité/Bavure militaire

# L'universitaire Patrice Moundounga Mouity agressé par les agents de la Garde Républicaine (GR)

Il est connu du grand public pour ses tribunes libres dans différents journaux nationaux et internationaux. L'universitaire Patrice Moundounga Mouity vient d'être sauvagement agressé par des éléments de la Garde républicaine (GR). Il a toutefois tenu à donner la version des faits.

## Patrice Moundounga Mouity

Par acquis de conscience, j'accepte volontiers de relater les faits consécutifs à mon agression survenue dans la nuit du samedi 07 au dimanche 08 novembre dans le quartier Awoungou, situé dans la commune d'Owendo. J'entends faire œuvre de salubrité publique sur les forces de l'ordre. C'est pourquoi j'ai décidé d'ester en justice et d'utiliser les outils offerts par la démocratie narrative notamment le tribunal de la plume. Le jour des faits, alors que je quittais le domicile de ma tante au quartier Belle vue 2 autour de 20h40mn, je décide d'aller rendre visite à ma famille sis à Awoungou. Au niveau de la station Pétro-Gabon, avant le carrefour de la Pédiatrie, je m'aperçois que je suis victime d'une filature d'un véhicule

situé derrière le mien. Roulant d'abord sans feux, ensuite avec des soupçons de pleins phares, ledit véhicule aux vitres teintées et sans plaque d'immatriculation à l'avant me colle de très près.

L'inquiétude commence à m'habiter. Je décide alors de passer sur la voie de droite pour céder le passage. Arrivés à la hauteur de mon véhicule, les usages du véhicule qui me filait me demandent de les suivre. Je refuse. Ils m'intiment encore l'ordre de stationner, je refuse à nouveau et leur demande de me suivre là où je vais s'ils le souhaitent. C'est ainsi que furieux, ils décident de me dépasser sur le côté et me coupent la voie pour m'obliger à stationner. Je prends peur sans être gouverné par la peur. Je reste à bord de mon véhicule. Ils me demandent de descendre à nouveau et de les suivre, je refuse. Le plus indélicat des trois



Le véhicule dans lequel roulaient les agresseurs

agents me dit : « vous les claudos quand les gendarmes vous demandent de vous arrêter vous continuez, descends ». Je dis non. Et là patatras, deux des agents – jusque-là je ne peux imaginer que ce sont des agents, je pense plutôt que ce sont des terroristes et voyous de tout poil

– commencent à me rouer des coups et cherchent à ouvrir les portières que j'avais bien heureusement verrouillées. La brutalité des coups et la férocité des agents vont conduire le troisième agent à bord de leur véhicule « banalisé » de descendre et à demander à ses deux collègues



Le visage tuméfié de l'agressé

d'arrêter. C'est au cours de leur échange que je vais profiter à décoller en toute vitesse mon véhicule pour m'en fuir. Une fois que j'échappe aux mailles des voyous, je trouve secours auprès de ma famille. Immédiatement, j'appelle la Police judiciaire pour les informer du calvaire que je venais de vivre. Pendant que je téléphonais, un monsieur arrive et m'informe qu'ils ont assisté à mon agression et ont pu joindre les agents de la BAC d'Owendo qui sont arrivés à temps et ont pu appréhender mes agresseurs. En me rendant au commissariat d'Owendo, je retrouve deux des voyous menottés, et le troisième ayant bien coopéré a été laissé libre. C'est de là que j'apprends qu'ils sont agents de la GR et que le troisième laissé libre sortait de prison. Puisqu'il s'agit d'agents, le traitement de l'affaire est déferé vers le commandement en chef en face du cinéma le Komo vers 23h. Aussitôt arrivés sur les lieux, les agents de la BAC mettent à la disposition de leurs collègues du Komo les deux agents de la GR. Ceux du Komo, par précaution d'usage vont joindre la GR pour venir identifier leurs agents. Une fois arrivés, les responsables de la GR confirmeront qu'il s'agit

bien des leurs. C'est ainsi qu'ils m'inviteront vers 2h du matin à les suivre à la Présidence pour une audition. Chose que j'accepte volontiers en exigeant d'y entrer en compagnie d'un des miens. A l'issue de cette audition, l'affaire est confiée à un lieutenant dont je tais le nom par discrétion. Il me convoqua le lundi 09 pour la suite de la procédure. Par précaution, à ce stade, et avec les recommandations de mon conseil, je ne peux communiquer davantage. Je suis en train de constituer mon dossier pour ester en justice dans les meilleurs délais. L'expertise médico-judiciaire réalisée au CHUL a révélé un traumatisme à l'œil droit avec altération visuelle et un traumatisme cervical. En conséquence de quoi, le médecin a requis 21 jours d'incapacité, et donc d'arrêt de travail avec obligation d'effectuer une radiologie du rachis cervical et une consultation chez l'ophtalmologue. Je ne saurai terminer sans rendre un hommage de gratitude aux agents la BAC d'Owendo pour leur professionnalisme qui force mon admiration compatriote. ■

(Affaire à suivre)

## Attaques en série dans la capitale française Nous sommes tous Paris !

Le vendredi 13 dernier, la ville a vécu au son des explosions et des fusillades. Les attentats qui ont secoué la capitale française a plongé le monde entier dans l'émoi.

### David Otounga

Ce n'était pas un attentat. Ce qui est arrivé le vendredi 13 novembre dernier à Paris était pire que tout : un carnage, un massacre, une guerre. Oui, une guerre terrible, déclenchée par des barbares sans foi ni loi, ne respectant aucunes règles. Environ 130 personnes sont mortes à Paris. Tuées par la folie de 7 ou 8 terroristes fanatisés à l'extrême. Nos premières pensées, évidemment, sont pour les victimes, les blessés, leurs familles et leurs proches. C'est l'occasion aussi de saluer le courage et la grande solidarité du « peuple de Paris » qui a refusé de céder à la terreur. Certains vont certainement nous accuser de verser un peu facilement dans la surenchère compassionnelle qui a souvent cours en pareilles circonstances. Mais

telle n'est pas notre intention. D'ailleurs, il suffit de penser aux prochaines victimes potentielles, qui ne manqueront pas, pour réaliser que le Gabon n'est pas à l'abri. Parmi les premiers kamikazes identifiés, figure un migrant syrien fraîchement débarqué en Europe. C'est là une conséquence directe d'une immigration non contrôlée. En poussant plus loin l'analyse, on observe qu'il existe d'autres facteurs de risques pour notre pays. Des Somaliens proches des islamistes shebabs grenouillaient depuis des années dans l'entourage immédiat d'Ali Bongo. Lequel, par opportunisme et vénalité, affiche ostensiblement sa proximité avec les dirigeants des pays du Golfe Persique, berceau du salafisme. Plus grave : les mosquées intégristes qui ont été identifiées dans notre pays ne font l'objet d'aucun rappel à l'ordre. Il semble même que leur



Face à l'horreur, nous ne devons pas céder

nombre soit en augmentation constante depuis quelques années. Ailleurs, les mosquées salafistes sont fermées sans délais, et leurs imams expulsés. Mais chez nous, l'islam officiel, financé par certaines monarchies arabes, est la « propriété pri-

vée » du sulfureux imam béninois Océni Ossa, un très proche d'Ali Bongo. Il ne faut donc rien attendre d'eux, car ils ont fait le choix de leurs propres intérêts contre celui de notre sécurité collective. ■

## Affaire d'acte de naissance Première victoire pour Onaïda

L'affaire qui secoue la famille Bongo – après la mort du patriarche – est celle de l'acte de naissance de celui qui occupe aujourd'hui le fauteuil présidentiel. Est-il un digne fils de Bongo ou un enfant adopté ? Le chemin vers le dénouement est enfin emprunté

### Carole Moussavou

La justice française a tranché : Onaïda Bongo Ondimba, fils de Chantal Myboto, aura accès à l'acte de naissance de son frère Ali, auprès du service central d'état civil de Nantes. Ainsi en a décidé le tribunal de grande instance de la capitale des villes de la Loire ce jeudi 12 novembre. Cette plongée dans les archives de l'ère coloniale lui permettra de savoir si son président de frère est l'enfant biologique de leur père

Omar. Une décision cruciale pour la liquidation de l'héritage de Bongo senior et pour l'avenir politique de son fils, en prévision de l'élection présidentielle de 2016. Mais la question de la filiation d'Ali supposé Bongo, véritable tabou national, dépasse l'enjeu de l'héritage familial. S'il n'était pas le fils de son père, mais un enfant adopté du Biafra, comme l'affirment les discours les plus répandus sur la question, l'article 10 alinéa 4 de la Constitution gabonaise lui interdirait d'occuper la magistrature suprême, puisque,

stipule-t-elle, « toute personne ayant acquis la nationalité gabonaise ne peut se présenter comme candidat à la Présidence de la République ». Véritable séisme que connaîtra le Gabon qui survient depuis 6 ans sous le commandement d'Ali Bongo. Pour la petite histoire, Ali et Onaïda Bongo sont en guerre judiciaire au sujet de l'héritage laissé par leur père. C'est après d'incessantes luttes qu'Onaïda Bongo a obtenu gain de cause. La jeune femme de 25 ans a saisi en référé le tribunal de

Nantes, après que le parquet lui a refusé la copie intégrale de la filiation d'Ali. Le service central d'état civil, organe du ministère des Affaires étrangères basé à Nantes, est compétent pour les actes de naissance des personnes nées, comme Ali Bongo, en Afrique équatoriale française jusqu'en 1960. Lors de l'audience du 22 octobre dernier, le ministère public avait requis le rejet de la demande d'Onaïda, estimant qu'elle était « juridiquement recevable, mais mal fondée ». Le juge des référés en a décidé autrement : « madame On-

aïda Bongo Ondimba présente des éléments sérieux permettant de constater que des doutes existent à propos du lien de filiation entre son frère et leur père commun », souligne l'ordonnance de référé. D'après des sources concordantes, Ali Bongo est le seul, parmi toute la descendance d'Omar, à ne pas avoir versé son acte de naissance au dossier de la succession. Ali Bongo qui rentre d'un voyage à Paris, peut avoir déjà trouvé une issue favorable à cette question, et soupçonne certaines personnes. Si la France qui s'est

longtemps montrée complice de ce silence administratif change aujourd'hui de position, il y a de fortes chances que les réseaux de la Françafrique ait déjà prévu quelque chose pour sauver le soldat Ali. En attendant la suite des événements, toutes les supputations sont possibles. La plainte d'Onaïda « Bongo » sera-t-elle finalement le séisme qui viendra libérer le Gabon de l'emprise des Bongo ? Wait and see. ■

## Interview Mays Mouissi

## « Au Gabon, [...] le bilan au cours de ces 6 dernières années est plus que mitigé, voire famélique »

**Spécialiste de Sécurité financière et titulaire d'un Master en Economie de l'Université Paris-I Panthéon Sorbonne, Mays Mouissi, gabonais de la diaspora, exerce aujourd'hui à titre principal au sein d'un établissement bancaire français. Profitant de son récent séjour au Gabon, il s'est livré sans langue de bois sur quelques dossiers chauds de l'actualité.**

**Entretien réalisé par Charles Mendome****Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?**

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier de l'honneur que vous me faites d'intervenir dans vos colonnes. Je suis Mays Mouissi, citoyen gabonais, titulaire d'un Master en Finance de marchés de l'ESGF Paris complété par un Master en Economie option Contrôle des risques bancaires et Sécurité financière de l'université Paris-I Panthéon Sorbonne. J'exerce à titre principal au sein d'un grand groupe bancaire à Paris en tant que spécialiste sur les questions relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et les abus de marchés. En marge de cette activité, j'interviens sur la chaîne de télévision internationale Africa24 en qualité de Consultant bancaire.

**Dans la nuit du 13 au 14 novembre dernier, la ville de Paris a été frappée par une série d'attentats terroristes ayant provoqué la mort de plus de 120 personnes. Quel est votre sentiment ?**

Etant résident de l'agglomération parisienne, j'ai été profondément choqué par ces attentats qui sont le produit de la haine et de l'intolérance. Je m'associe à la douleur des familles des victimes en ayant conscience que la France, pays de liberté pris en exemple à travers le monde, saura apporter les réponses appropriées après ces attaques.

Au plan professionnel, ces attentats nous appellent à une plus grande vigilance et encore plus de rigueur dans la surveillance de flux financiers que nous réalisons au sein des établissements financiers dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme. Ces missions que nous effectuons en lien avec TRACFIN, les services de police, les régulateurs nationaux et européens sont structurantes y compris pour la sécurité de l'Etat puisqu'elles peuvent concourir à la prévention de ces actes odieux.

Je souhaite que nous ayons conscience que le terrorisme n'a plus de frontière. Aujourd'hui c'est la France qui a été frappée par DAESH, il y a quelques semaines le Cameroun qui était victime de Boko Haram et quelques mois auparavant le Kenya subissait des attentats conduits par les islamistes Shebabs. Il appartient à nos Etats de travailler en synergie pour combattre ce mal commun.

**Pensez-vous que le Gabon puisse un jour être victime du terrorisme ?**

On n'est jamais sûr de rien. Le fait que notre voisin le plus puissant, à savoir le Cameroun soit régulièrement victime d'attaques terroristes ne doit pas nous laisser insensibles. Nous savons que nos frontières sont poreuses, que nous avons une faible densité de population. Cela nous rend vulnérable. Pour toutes ces raisons, nous nous devons d'être aux côtés du Cameroun dans sa lutte contre Boko Haram. Qu'on ne se méprenne pas, en aidant le Cameroun on s'aidera nous-mêmes.

Le président de la République, a lancé, le 22 décembre 2014, un programme baptisé Gabonaise des réalisations agricoles et des initiatives des nationaux engagés (Graine) dans le but d'encourager l'entrepreneuriat agricole et favoriser la diversification de l'économie.

**Pensez-vous qu'il s'agit d'une initiative porteuse d'une grande ambition réformatrice pour nos populations et pour notre pays ?**

Au regard des objectifs de GRAINE en termes de production, de terres agricoles à préparer, de personnes à enrôler le programme est ambitieux, au moins sur le papier. A ce stade, il est encore trop tôt pour faire un bilan objectif puisque ce programme a moins d'un an et ne couvre actuellement que 3 provinces sur les 9 que compte le pays.

Il faut simplement espérer que GRAINE ne subisse pas le même destin que le programme de construction des fermes agropastorales lancé en avril 2011. En mars 2014, le gouvernement affirmait que grâce aux fermes agropastorales il parviendrait à stopper l'importation des légumes et des volailles en un (1) an. Manifestement c'est un échec.

**En termes de sécurité alimentaire, pour l'heure, selon les statistiques locales, les importations annuelles de denrées représentent entre 250 et 300 milliards de francs. N'est-ce pas trop lourd pour l'économie nationale ? Si oui, que faire et quelles solutions préconisez-vous ?**

Il s'agit d'un manque à gagner pour l'économie nationale. Les sommes que nous dépensons pour importer des denrées alimentaires contribuent au déséquilibre de la balance des paiements (hors pétrole). Il n'y a donc qu'une seule solution : densifier la production agricole nationale. Pour y parvenir l'Etat doit s'appuyer sur les agriculteurs locaux, ceux qui produisent déjà et inciter d'autres compatriotes à s'engager dans cette filière. Il est indispensable de mettre en place les mécanismes qui rendraient cette activité économique rentable, peu importe l'endroit où on la pratique sur le territoire national.

**Mays Mouissi est animateur d'un blog d'analyses économiques et financières orientées sur l'Afrique « mays-mouissi.com ». On peut y lire, en ce qui concerne le Gabon : « La spirale de détournements qui affaiblit l'économie nationale ». C'est grave, le spécialiste en lutte anti-blanchiment d'argent ?**

Cette analyse faisait écho aux révélations d'un audit commandité dans le cadre de la succession d'Omar Bongo ainsi qu'aux informations de documents notariés publiés par la presse. Nous avons appris à cette occasion que l'actif de ladite succession s'élevait à 300 milliards FCFA. Etant spécialiste de la lutte anti-blanchiment, l'ampleur des montants annoncés m'a naturellement conduit à m'interroger sur l'ori-



gine économique de fonds et sur leur licéité. Sur le fondement de la convention de Mérida et des normes édictées par le GAFI, l'Agence nationale d'investigations financières (ANIF) devrait ouvrir une investigation permettant d'identifier la part de cette succession régulièrement constituée par les revenus officiels du défunt et la part devant revenir dans le domaine public si preuve est faite que l'Etat a été spolié.

**Selon vous existe-t-il une corrélation entre les injustices fiscales et les inégalités sociales au Gabon ?**

Oui j'en ai la conviction. Un exemple permet de l'illustrer. Le Code Général des Impôts (CGI) dispose que les personnes physiques percevant des revenus de toutes natures sur le territoire de la République gabonaise doivent s'acquitter d'un impôt sur le revenu dénommé IRPP. L'assiette de l'IRPP devrait donc prendre en compte tous les revenus du contribuable. Or, je constate que l'IRPP prélevé à la source porte uniquement sur le salaire. En clair, l'ouvrier qui a 200 000 FCFA de salaire mensuel paie en proportion plus d'impôts que le haut fonctionnaire qui en plus de son salaire aurait d'autres revenus tels que des revenus immobiliers. Il s'agit d'une injustice fiscale qui a pour effet d'accroître les inégalités. Nous pouvons y remédier en modernisant notre système fiscal et en faisant fonctionner le système déclaratif annuel prévu dans le CGI.

**Quelle lecture faites-vous de la situation socio-politico-économique du Gabon, après 6 ans de magistrère Ali Bongo ?**

La situation économique d'un pays s'apprécie au travers d'indicateurs et d'agrégats économiques et sociaux. Si j'observe que le PIB qui traduit la richesse nationale s'est régulièrement accru depuis 2010, je dois malheureusement relever que le taux de chômage est resté stable puisque depuis 10 ans il oscille entre 20 et 22% de la population active. Par ailleurs, l'environnement des affaires dans le pays s'est dégradé. En effet, en 2009, le Gabon était classé 151ème au Doing Business. Pour l'année 2016 la Banque mondiale ne le classe plus que 162ème sur 189 pays. Nous avons ainsi perdu 11 places en 7 ans. Je constate également pour le déplorer que la dette s'est fortement accrue entre 2009 et 2015. En effet, la dette qui représentait 23,1% du PIB en 2009 s'est établie désormais à 38,7% du PIB. Le stock de dette du Gabon s'élève à environ 3 260 milliards FCFA.

Au niveau de l'indice de développement humain (IDH) qui mesure notamment la qualité du système de santé et le niveau de scolarisation des populations, la position du Gabon n'a pas connu d'évolution majeure non plus. Au regard de ces agrégats, on peut être d'accord pour dire que le bilan au cours de ces 6 dernières années est plus que mitigé, voire famélique.

**Une vidéo, filmée par une policière, montrant des commerçantes nues et menottées circule sur les réseaux. Que vous inspirent de telles pratiques des représentants de la loi au Gabon ?**

Si cette vidéo a véritablement été filmée par un agent des forces de l'ordre, je veux ici rappeler l'article 1er alinéa 1 de notre Constitution qui dispose que nul n'a le droit d'être maltraité ou humilié même lorsqu'il est en état d'arrestation. En l'occurrence l'enregistrement de cette vidéo et sa diffusion portent atteintes à la dignité des personnes concernées et n'honore pas nos forces de sécurité.

En tant que citoyen, je voudrais rappeler qu'il existe aussi un délit d'atteinte à la pudeur. Bien que je comprenne la détresse de ces dames qui se sont senties obligées de se dévêtir sur la voie publique pour se faire entendre, je crois pour ma part qu'elles auraient dû privilégier des moyens de revendications plus pudiques. En tous les cas, il est du devoir des gouvernants de se pencher sur le fond de ces revendications

afin d'éviter que de tels actes ne se reproduisent.

**Comment faire pour baisser la tension palpable partout dans notre pays ?**

Le dialogue est indispensable. Les questions politiques et les divergences majeures qu'on observe sur l'organisation et le fonctionnement de l'Etat doivent se régler par un consensus national. Je voudrais rappeler que les milieux économiques sont particulièrement attentifs à la situation politique du pays. Quand on est investisseur, investir dans un pays où les principales forces politiques ne se parlent pas revient à faire peser un très grand risque sur l'investissement réalisé. Ce risque qu'on appelle « risque pays » peut faire que certains investisseurs se désintéressent du Gabon.

**Votre mot de fin ?**

Je voudrais vous réitérer mes remerciements et vous affirmer mon soutien face aux intimidations dont votre journal a fait l'objet ces dernières semaines. Dans ces épreuves j'invite les uns et les autres à s'approprier cette citation de François Mitterrand « La liberté de la presse présente des inconvénients. Mais moins que l'absence de liberté ».

## Brèves

## La traque des opposants prend une tournure financière

Avant aux opposants radicaux et autres PDGistes en rupture de ban : les filatures en voiture que vous subissez tous les jours vont bientôt s'étendre à vos avoirs financiers. Et ça risque de saigner !

En effet, selon nos informations, le 12 novembre dernier, la crème de l'émergence a tenu une « importante réunion » en présence de certains dirigeants des services de renseignement. L'objet principal de cette rencontre était la surveillance des comptes bancaires de leurs « ennemis ». Evidemment, Mme la procureure du palais du Bord de mer est appelée à tenir un rôle central dans cette opération aux desseins inavoués. Connaissant le zèle avec lequel la procureure préférée de Maixent Accrombessi agit, on va sans doute bientôt apprendre que des comptes bancaires ont été bloqués, des opposants ou assimilés convoqués par la justice... Et cela, comme d'habitude, se fera à la tête du client, et dans la plus totale illégalité. C'est ça l'Etat de droit au Gabon. ■

## La « Mama » escroquée par la faute de Léon-Paul Ngoulakia



La démission du « grand-frère du président » n'a pas fini d'enrichir les truands et autres aigrefins qui courent nos rues et quartiers. Récemment, ces bonimenteurs sont allés trouver la tante du démissionnaire. « Maman, lui ont-ils dit, nous avons appris que votre fils Léon-Paul allait faire des révélations très graves sur votre famille. Nous pouvons bloquer ça et même empêcher que tout ce qu'il dira circule sur Internet. Pour cela, il nous faut de l'argent pour agir ». On ne sait pas trop quel secret la « Mama » tient absolument à protéger, ni ce qu'elle craint de voir étalé sur la place publique. Ce que l'on sait, en revanche, c'est que cette dernière a donné à ses « bien-faiteurs » la modique somme de 24 millions de FCFA.

Il faut vraiment que l'affaire soit sérieuse pour que la dame, qui n'est pas connue pour sa grande générosité, accepte de lâcher autant d'argent.

Mais tout cela va se savoir un jour ! ■



Compte à rebours  
**Emergence de BOA (Bongo Ondimba Ali) : plus que 3335 jours**



*Cette petite fille marche dans l'eau comme si elle vivait sur une île*



*Faudrait-il dorénavant construire sur pilotis ?*

**Jérémie Akame Djinne**

Ce n'est ni Venise (en Italie), ni Amsterdam (aux Pays-Bas), encore moins Ganvié (la célèbre cité lacustre béninoise). Nous sommes bien à Libreville, la capitale de ce pays promis à l'émergence dans 9 ans. Nous sommes en novembre 2015, donc en plein XXI<sup>ème</sup> siècle. Voilà où vivent les Gabonais ! Et nous ne sommes qu'en période de petite saison des pluies.



*Incroyable mais vrai !*



*Les Gabonais vivent de plus en plus dans la misère*

Pendant que le dictateur-prédateur-sans-papiers Ali Bongo s'achète un jet à 35 milliards de FCFA, nos enfants meurent régulièrement noyés à la moindre inondation. Alors que le peuple croupit sous la misère et le dénuement, l'épicurien impénitent qui nous tient lieu de président, passe une commande de 20 limousines blindées à 500 millions de francs l'unité.



*Notre compatriote Achille Mihi-mi-Bouk fait partie des victimes des récentes inondations*



*Nous sommes dans la capitale gabonaise en pleine émergence*

Et quand les populations descendent dans la rue, comme ce fut le cas, le 15 novembre dernier, sur la voie dite Express, pour dénoncer l'incurie des pouvoirs publics, le président de la légion étrangère envoie ses policiers les matraquer. Pire que toutes les inondations que nous subissons depuis des années, Ali Bongo est une calamité dont il faut se débarrasser le plus rapidement possible. Sinon, c'est tout le pays qui sera englouti comme les maisons que l'on voit sur ces images qui se passent de tout commentaire. ■



*Plein-Ciel situé au coeur de la capitale Gabonaise*

Crise au sein de l'Adere

# « Florentin Moussavou, un imposteur à la solde d'un pouvoir illégitime »

**Liliane Nkorouna**

Telle est la conclusion à laquelle a abouti Didjob Divungui Di Ndinge qui affirme être à la tête de la seule Adere qui existe. Le 07 novembre dernier, à la faveur d'une causerie politique tenue sur l'esplanade Roger Butin, dans le 4<sup>ème</sup> arrondissement de Port-Gentil, Didjob Divungui Di Ndinge a tenu à faire la lumière sur la confusion entretenue actuellement au sein de l'Alliance démocratique et républicaine.

Cet éclairage a permis à l'orateur de revenir sur le parcours de son parti politique, parcours qui débute le 09 avril 1993, lorsque l'alliance de plusieurs partis, associations et personnalités politiques naît l'Adere.

D'abord membre de l'opposition radicale de 1993 à 1997, "période pendant laquelle il s'est implanté sur l'ensemble du territoire national", le parti de Divungui s'est ensuite associé à feu Omar Bongo Ondimba de 1997 à 2009, année pendant laquelle « il s'est allié de manière formelle au parti démocratique gabonais, au sein de la majorité républicaine pour l'émergence ».

L'histoire de l'Adere, "bien riche", fait dire à son président que « c'est



Le président de l'Adere, Didjob Divungui Di Ndinge lors de la causerie de Port-Gentil a traité ...

l'un des rares partis politiques qui pratiquent en son sein la démocratie ». Didjob Divungui Di Ndinge rappelle ainsi qu'en 22 ans, son parti a tenu 7 congrès, pratiquement un congrès tous les quatre ans. « C'est dire que l'Adere a une expérience avérée et possède des atouts pour jouer naturellement les premiers rôles sur l'échiquier national de ce pays », a conclu son président après avoir revisité l'histoire.

La crise que traverse l'Adere aujourd'hui est, selon Divungui, la même qui a secoué les partis comme le Morena, le Rnb, le Pgp et l'Ugg. « Il faut simplement comprendre que toutes ces manœuvres

de déstabilisation, de fractionnement et même de liquidation des partis politiques sont ourdies par le pouvoir en place, celui qui gouverne ce pays bientôt 50 ans », a expliqué Divungui. « Le 6 décembre 2014, quelques militants et sympathisants ont organisé à Port-Gentil une réunion au mépris des dispositions statutaires et réglementaires qu'ils ont dénommé congrès. Ce pseudo congrès a porté à la tête de cette frange monsieur Florentin Moussavou alors qu'était en préparation le 5<sup>e</sup> congrès ordinaire de l'Adere », a-t-il développé. Le congrès statutaire qui s'est tenu les 29 et 30 décembre 2014 a quant à lui placé à la tête du



Florentin Moussavou d'imposteur à la solde d'un pouvoir aux abois.

parti Didjob Divungui Di Ndinge avant d'exclure tous les membres ayant pris part au conclave de Port-Gentil « pour indiscipline avérée et trouble dommageable au parti ». Une autre décision importante prise par le congrès statutaire, la sortie du parti de la majorité républicaine pour l'émergence et son positionnement dans l'opposition radicale matérialisée par l'adhésion au Front de l'opposition pour l'alternance (Fopa).

Le 13 mars 2015, Florentin Moussavou a initié une requête en direction du tribunal de 1<sup>ère</sup> instance de Libreville pour contester l'élection de Divungui à la tête du parti et pour

cessation de trouble. Rendant sa décision le 08 mai, le juge des référés a déclaré Florentin Moussavou irrecevable dans son action pour défaut de qualité à agir, avant d'invalider le congrès tenu à Port-Gentil. Dans la foulée, il a validé le congrès statutaire de Libreville, invalidant toutefois l'élection de Divungui puis demandé au parti d'organiser un congrès électif pour l'élection du président. Le parti de Didjob Divungui a interjeté appel de la décision. « En attendant le jugement de la Cour, les Gabonais ne doivent pas se laisser distraire ni verser dans la confusion. Il n'y a à ce jour qu'une seule Adere celle qui a tenu le 5<sup>ème</sup>

Congrès à Libreville et qui a élu le président Didjob Divungui Di Ndinge », a indiqué ce dernier. "Nous constatons malheureusement, a-t-il ajouté, que Florentin Moussavou et consorts persistent dans leurs errements. Il s'agit de la race de ces compatriotes qui font des partis politiques leur fonds de commerce. Vous comprendrez aisément que cette imposture vient d'être couronnée par le pouvoir en place qui instrumentalise ces compatriotes-là, avec la nomination au sein du gouvernement de la dernière chance de Moussavou comme ministre de l'Education nationale. C'est pour vous dire que dans un Etat qui s'installe dans le non droit, dans un Etat voyou, tout est possible. Mais nous comprenons que Monsieur Moussavou pour réaliser sa performance a besoin du label Adere. Nous comprenons aussi que le pouvoir en place à la recherche d'une légitimité introuvable a besoin du label Adere dans sa majorité façon façon. Mais nous ne devons pas nous laisser divertir par ce genre de comportement, par ces mensonges ou ces impostures qui sont des sormais la marque de fabrique du pouvoir émergent ». ■

## Renaissance, une épine dans le pied des pédégistes

**Liliane Nkorouna**

L'association politique soutenant l'action d'Ali Bongo, mise sur pied par Yves Fernand Manfoumbi il y a quelques années, est plus présente dans la capitale économique qu'ailleurs. Toute chose qui agace les dignitaires du parti démocratique gabonais (PDG) de la localité. Pour les animateurs de cette association, son

but principal est non seulement de défendre le bilan du président de la république mais également d'accompagner son action à travers un soutien multiforme apporté aux populations économiquement faibles. Ce soutien s'est matérialisé par l'octroi de microcrédits à bon nombre de commerçants de la ville. Au plus fort de la controverse soulevée après la publication du livre du journaliste Pierre Péan, Renaissance a organisé des marches à Port-Gentil pour soutenir Ali Bongo.

L'association qui est animée par les membres du Pdg apparaît aujourd'hui comme un courant au sein de ce parti au même titre que le Mogabo ou Héritage et Modernité et participe à la détérioration des relations entre ses membres. Yves Fernand Manfoumbi, pourtant membre du comité permanent du Pdg, n'a jamais été aperçu avec les cadres du parti à l'instar de Michel Essongue, Gabriel Tchango ou Richard Sylong, pour ne citer que ceux-là. Il se raconte dans la ville que les caciques

verraient d'un mauvais œil l'arrivée de Manf 10 sur leurs plates-bandes. Le membre du comité permanent, traité d'irrévérencieux, n'aurait jamais cherché à obtenir l'aval des fils du pays avant d'implanter son association. « Vous pensez que je peux me permettre d'aller faire ça à Mouila ? » aurait demandé, outré, un des dignitaires du Pdg originaire de Port-Gentil à un membre du bureau de cette association. Une association dont les membres, à l'image de leur patron, seraient imbus de



Les sympathisants de fortune de l'association Renaissance lors de la marche du 07 novembre dernier.

### Education

## CES du Parc : l'association des parents d'élèves se substitue à l'Etat

**Liliane Nkorouna**

Ce qui se passe au collège d'enseignement secondaire (CES) du Parc amène beaucoup d'observateurs à s'interroger sur les véritables raisons qui ont amené l'ancienne Directrice d'Académie provinciale à ouvrir cet établissement scolaire. Il est plus qu'évident qu'un établissement ne peut fonctionner sans enseignants, comment sachant bien que le déficit en enseignants se pose avec acuité dans les collèges et lycées qui existent déjà, en est-on arrivé à ouvrir un autre ? Ils sont ainsi plusieurs élèves qui à la deuxième année de ce CES se retrouvent en classe de 5<sup>ème</sup> sans pour autant avoir étudié des matières aussi fondamentales dans leur formation telles que les mathématiques, le français ou l'anglais.

Au début de cette année, l'établissement qui s'est agrandi en nombre de classes se trouve confronté à la même difficulté. Les élèves ont dû démarrer l'année avec des emplois du temps clairsemés dans lesquels manquaient plusieurs matières. Responsables du



Le CES du Parc où les parents d'élèves sont appelés à faire les salaires des enseignants.

collège et parents d'élèves ont pensé que le ministre de l'Education nationale, Florentin Moussavou qui est passé dans la capitale économique en ce début d'année scolaire allait trouver une solution rapide à ce problème crucial. Mais, tout porte à croire que ce problème n'est nullement la préoccupation du ministre et du gouvernement dont il fait partie. Las de voir l'Etat sacrifier l'éducation de leurs enfants, les parents d'élèves sont montés au créneau en trouvant eux-mêmes des solutions. Décision a ainsi été prise de

demander à chaque élève de régler la somme de 16 000 francs, outre les 15 000 francs déjà payés à l'inscription, afin de rémunérer les enseignants vacataires que l'administration de l'établissement devrait recruter pour combler le vide.

Une démarche bien curieuse quand on sait que les enseignants embauchés viennent en général des établissements publics. Pourquoi le ministère de l'Education nationale par le canal de la DAP ne prendrait-il pas en charge ces enseignants au lieu de lais-

ser cette tâche aux parents d'élèves ? Et l'APE qui, sans tenir compte de la situation de tous les parents, rend cette contribution obligatoire puis se rend complice d'un système qui peine à assumer ses responsabilités. Sur quelle base l'administration justifiera-t-elle l'exclusion des élèves dont les parents n'auront pas payé la somme réclamée ? Il est temps que Florentin Moussavou prenne ses responsabilités avant que la situation ne devienne incontrôlable. ■



La note envoyée à chaque parent apparaît étrangement menaçante.

leur personne et hautains. Des personnages qui n'ont rien à faire du respect des anciens et dont le seul objectif est de réaliser leurs ambitions personnelles en mettant en avant le soutien à Ali Bongo. Juste après l'entrée au Gouvernement de Noël Mboumba, un des responsables de l'association au gouvernement en qualité de ministre délégué auprès du ministre du budget et des comptes publics, les membres de l'association ont organisé une fête pour remercier le Chef de l'Etat. Signe que Renaissance apparaît clairement comme un courant du Pdg dans la capitale économique. Un courant qui, comme le Mogabo, voudrait faire croire à Ali Bongo qu'il est le seul à même de le défendre dans la capitale économique. Mais un courant qui malheureusement s'appuie sur la fibre ethnique. Car, il n'est un secret pour personne que le gros des membres de Renaissance, même s'ils se réclament de l'Ogooué-Maritime sont originaires des provinces du sud (Ngounié, Nyanga...) Les pédégistes myénié, considérés comme

autochtones de la province de l'Ogooué-Maritime, ayant décidé simplement de le boycotter. Le 07 novembre dernier, Yves Fernand Manfoumbi est venu dans la ville fêter le 3<sup>ème</sup> anniversaire de son association. Comme le 21 septembre 2014, la cérémonie s'est transformée en une véritable démonstration de force. Cette fois, la marche n'est plus partie de l'aéroport pour la Foire municipale mais du Château pour la Place de la Concorde où s'est tenue la manifestation. Mais pour plusieurs observateurs, ces marches ne sont pas un signe d'adhésion à l'action de l'ancien directeur général du budget. « Ceux qui marchent reçoivent souvent de l'argent pour le faire. La marche en contrepartie d'un tee-shirt et d'une somme de 10 000 francs, voilà ce qui s'est passé le 07 novembre dernier. On veut simplement enfumer le président alors que le véritable travail de mobilisation se fait ailleurs et autrement », a laissé entendre un membre influent du Pdg sur le plan local. ■

Dévastation forestière dans le Woleu-Ntem

# Le Directeur provincial des Eaux et Forêts et l'exploitant illégal

Le trafic au Gabon, avec au cœur la complicité des agents de l'Etat, est devenu un constat récurrent. Alors que l'exploitation des ressources forestières est régie par un code, certains agents s'adonnent à des commerces illicites pour se remplir les poches.

**Georges Ogandaga**

Son action est aussi bien décrite par les populations villageoises que par la Société civile engagée. Et même certains de ses collaborateurs ne ratent pas une occasion pour le critiquer. En gros, il est fait grief à Landry Nkeyi de faciliter, voire de favoriser l'exploitation forestière illégale. Ce qui, il faut en convenir, est à l'opposé de sa mission de Directeur provincial des Eaux et Forêts. En pleine mondialisation, les agissements de M. Nkeyi ont fait, grâce à Internet, le tour de la planète. Encore une publicité dont notre Gabon des crimes rituels et autres calamités aurait pu se passer. Parmi les personnes qui bénéficient de la « gentillesse » désintéressée du Directeur provincial, il y a un certain Emmanuel Nkoulou, responsable de la société SGPTB (Société Gabonaise de Prestations et de Transaction de Bois). Ce dernier est accusé d'exploitation illégale du permis numéro 14/92 jusqu'en 2014, alors que ce document n'était plus valide depuis 2004. Faisant suite à une série d'engagements non respectés par l'exploitant forestier, les populations de la contrée de Zanangoué ont initié une plainte contre M. Nkoulou qui, à leurs yeux, bénéficierait de la bienveillante protection du Directeur provincial des Eaux et Forêts. On parle aussi d'une somme de 20 millions de F.CFA remise à l'administration des Eaux et Forêts par des opérateurs économiques

chinois travaillant dans le secteur, et dont les bénéficiaires n'ont plus jamais entendu parler. Une chose au moins est certaine, cet argent n'est pas perdu pour tout le monde. Dans la région, certains rappellent que c'est Landry Nkeyi qui avait contribué à l'installation de l'entreprise SGPTB dans la forêt communautaire de Nkang. A cette époque-là déjà, SGPTB était fortement soupçonnée d'exploiter illégalement certaines essences, notamment l'ozigo qui est une espèce protégée. En outre, « le Plan Simple de Gestion » adopté n'a nullement été respecté. Conséquence : la forêt communautaire de Nkang a été surexploitée de manière industrielle et sans aucun respect des règles de protection de l'environnement. Excédées, les populations ont dû se résoudre à bloquer elles-mêmes l'exploitation de SGPTB qui, nuitamment, a quitté la zone comme un voleur avec tout son matériel. Mais malgré cela, le Directeur provincial des Eaux et Forêts continue à fermer les yeux devant les agissements d'Emmanuel Nkoulou que l'on voit parader régulièrement et fièrement dans les bureaux de la délégation provinciale des Eaux et Forêts à Oyem. Traîné devant les tribunaux en début d'année par la société TTIB (Tropical Timber Industry Board), l'intéressé apparaît de plus en plus comme un intouchable dont le protecteur, Landry Nkeyi aurait récemment in-



vesti dans un club de football professionnel. D'où de nombreuses interrogations sur l'origine des fonds nécessaires pour un tel investissement. Pour l'instant, personne ne parle blanchiment, mais tout de même... Dans cette affaire aux enjeux multiples, les effets induits sont loin d'être négligeables : pillage d'une ressource qui

pourrait permettre le développement local dans de nombreux villages, manque à gagner pour l'Etat en termes de recettes fiscales, dommages irréversibles sur l'environnement... Encore une histoire où l'impunité d'un petit nombre d'individus fait le malheur de communautés entières. Ainsi va le Gabon dit émergent ! ■

Exploitation illicite du Kevazingo

## Les premiers coupables tombent

Dans la jungle du Gabon, le Kevazingo est considéré comme sacré. Cet arbre impressionnant, aussi appelé Bubinga (Guibourtia), est l'objet de toutes les convoitises des exploitants forestiers qui se lancent dans le commerce illicite de cette précieuse essence pourtant protégée. Certains coupables ont été appréhendés.

**G.O**

Le Kevazingo est une espèce d'arbre extrêmement rare, menacée d'extinction du fait de sa surexploitation. Cette essence, qui a besoin de nombreuses années pour arriver à maturité, est très prisée en Asie. Les Japonais et les Chinois l'utilisent pour fabriquer des meubles, mais également des cloches en bois et d'autres instruments de musique. Depuis 2001, le gouvernement gabonais a adopté des lois pour protéger le kevazingo, mais cela n'a pas mis un terme à son exploitation illégale. La preuve, 28 criminels forestiers sont récemment tombés dans une opération de répression qui a commencé le 19 octobre dernier. Lors de celle-ci, un homme d'affaires chinois et ses complices locaux ont été arrêtés à l'Est du Gabon (dans la province de l'Ogooué-Ivindo), pour exploitation illégale de Ke-

vazingo. Un camion transportant un énorme tronc de cet arbre recherché a été bloqué non loin du tribunal de première instance de Makokou par le procureur de la République qui était accompagné d'officiers de police judiciaire. Le conducteur et son patron ont présenté une « autorisation de récupération de bois abandonné ou déjà mort », au nom de M. Nze Angwe, un exploitant forestier connu dans la région. Deux jours plus tard, des enquêteurs se sont rendus sur les lieux où l'arbre avait été abattu, à une centaine de kilomètres de Makokou. Et là, ils découvrirent que le Kevazingo venait d'être coupé par Nze Angwe, qui était arrivé au village avec un ressortissant chinois trafiquant de bois, un nommé Yang Showling. Lequel a ensuite acheté le bois illégalement coupé. L'exploitant forestier, son complice chinois et le conducteur ont été appréhendés et placés en dé-

tention en attendant l'audience judiciaire. En ce qui concerne l'exploitant véreux Nze Angwe, il ne s'agit pas de son premier démêlé avec la justice. Il a déjà été arrêté et poursuivi pour commerce illégal de bois en mai 2013. Globalement, l'histoire de l'exploitation abusive et illégale de la forêt dans notre pays est surtout et avant tout une affaire de complicités diverses et de corruption : à la suite de l'arrestation de la bande à Nze Angwe, deux complices se sont rendus au bureau du procureur et ont tenté de lui offrir un pot-de-vin de 4000 dollars pour l'amener à relâcher le trafiquant chinois. Mais, non seulement le magistrat s'est montré inflexible, mais il a également fait arrêter et incarcérer les deux individus qui, vraisemblablement, seront poursuivis. « Ce n'est pas une tentative de corruption, mais c'est purement et simplement de la corruption.

En vertu de quoi ces deux hommes pensent qu'il faut juste un ou deux millions pour soumettre la justice gabonaise ? », a confié Alain-Georges Moukoko qui est déjà bien connu pour avoir fait déferer des responsables d'une société agro-industrielle qui avaient eux-aussi tenté de le corrompre avec une somme de 50 millions de FCFA. A ce jour, et un mois à peine après avoir pris ses fonctions, le procureur Moukoko peut déjà afficher à son palmarès l'arrestation de 28 criminels forestiers. Cinq ressortissants chinois et autant d'agents publics, dont le Directeur provincial des Eaux et Forêts font partie du groupe actuellement en détention à la prison de Makokou. Pour les populations autochtones qui attachent une très grande valeur à l'esprit de l'arbre Kevazingo, c'est une bonne nouvelle et un réel motif de soulagement. ■

Tournée provinciale de l'Ambassadrice des USA Cynthia Akuetteh victime d'un malaise



**C.M**  
Dans le cadre de la tournée qu'elle entreprend depuis quelques jours à l'intérieur du Gabon, madame l'Ambassadrice des États Unis dans notre pays s'est récemment rendue à Port-Gentil. Dans la capitale économique où elle a rencontré, le 11 novembre dernier, les autorités locales, à savoir le gouverneur, le maire et certains responsables politiques, la diplomate américaine a donné des sueurs froides à ses hôtes. Ce jour-là, en effet, lors de son entretien avec les dirigeants du PDS (le parti de Séraphin Ndaot), Cynthia Akuetteh a fait un malaise au point d'être conduite d'urgence dans une clinique de la place où elle a passé la nuit. Par précaution, Martin Bouguikouma, le Gouverneur, a fait installer un cordon de sécurité autour de la clinique pour empêcher toute exfiltration de l'information. Par les temps qui courent, on n'est jamais trop prudent ! Evidemment, et comme il fallait s'y attendre, des consignes strictes ont été données pour que l'affaire soit gardée secrète. Rentrée en toute urgence à Libreville, elle suit des soins intensifs dans une structure hospitalière de la capitale. ■

Justice pour Mboulou Beka !



Campagne nationale du 20 Novembre au 20 Décembre 2015

Du 20 novembre au 20 décembre 2015, le mouvement citoyen "Ça Suffit Comme Ça" et le "Collectif du 20 Décembre 2014" organisent la campagne nationale « Justice pour Mboulou Beka ». Le corps de ce compatriote, sauvagement assassiné le 20 décembre 2014, n'a jamais été restitué à sa famille, et il se trouve toujours en otage dans une maison de pompes funèbres. ■